

Texte de réflexion

# Passer à l'offensive pour la gratuité scolaire

*Les libertés ne se donnent pas, elles se prennent.*

– Pierre Kropotkine

1. Introduction
2. Mettre en application nos revendications
3. Passer de la défensive à l'offensive
4. Utiliser la force de notre organisation
5. Se donner le temps et les moyens
6. Conclusion

# Introduction

Ce texte de réflexion vise à promouvoir l'idée d'une campagne à moyen terme de l'ASSÉ visant l'obtention graduelle de la gratuité scolaire au Québec. Ses auteur-e-s croient qu'il est temps pour notre organisation d'entamer cette lutte pour une multitude de raisons. Premièrement, nous croyons qu'il faut passer de la parole aux actes quant à la réalisation de notre premier principe fondateur. Deuxièmement, nous croyons qu'il est primordial de lancer une offensive afin d'obtenir des gains sociaux plutôt que d'uniquement tenter de défendre nos acquis. Troisièmement, nous croyons que l'ASSÉ a atteint une force suffisante pour permettre la réussite d'une telle campagne, bien qu'ambitieuse. Finalement, nous croyons qu'avec un échéancier et une préparation réaliste, il est possible de se doter du temps et des moyens pour mener à terme cette lutte d'envergure.

Une telle lutte pourrait s'entamer par une proposition comme la suivante en Congrès annuel. Les spécificités de la formulation seront expliquées au fil du texte. Évidemment, il s'agit d'un barème qui peut être modifié au besoin.

*Que l'ASSÉ entame une campagne sur 4 ans visant la réduction progressive des frais de scolarité jusqu'à l'atteinte de la gratuité scolaire.*

*Que la première année de cette campagne soit dédiée à la préparation des plans de mobilisation, de la recherche et du matériel d'information, tout en menant une campagne annuelle parallèle. Qu'un comité ad hoc soit formé à cet effet.*

*Que les trois années successives constituent une escalade de moyens de pression visant une grève générale illimitée à terme.*

Nous espérons que vous partagerez notre enthousiasme et notre désir de mener, une fois pour toutes, cette lutte pour la gratuité scolaire au Québec. Nous demeurons disponibles pour répondre à toute question et à toute critique que ce texte peut entraîner.

## Mettre en application nos revendications

À la fondation de l'ASSÉ en 2001, les associations présentes se sont dotées d'une liste de principes fondamentaux sous lesquels se regrouper. Depuis, des dizaines d'associations qui rejoignaient ces valeurs se sont greffées à l'ASSÉ pour ajouter leurs voix dans le but de concrétiser ces idéaux de société. Le premier de ces principes est le suivant:

*1. pour une éducation publique, gratuite, laïque, de qualité, accessible et non-discriminatoire ;*

L'ASSÉ a toujours véhiculé, dans son discours comme dans ses actions politiques, la mise en place d'un système d'éducation correspondant à cet idéal, de la maternelle à l'université. Au fil des années, elle est devenue l'acteur représentant *de facto* la gratuité scolaire sur la scène politique provinciale. Pourtant, dans toute son histoire, en raison de la conjoncture politique et de sa volonté d'élargir la

lutte par-delà les enjeux étudiants, l'ASSÉ n'a tenté qu'une seule fois une mobilisation de masse pour la gratuité scolaire, en 2007, qui a malheureusement échoué.

Depuis, avec la grève historique de 2012, l'ASSÉ a d'autant plus renforcé sa pertinence politique sur les enjeux de l'éducation aux yeux de la population et sur la place publique. Plus que n'importe quelle organisation sociale au Québec, l'ASSÉ s'impose comme la défenseure d'une vision humaniste et universelle de l'éducation. Nous croyons qu'il est aujourd'hui temps de passer, à nouveau et espérons-le, pour de bon, de la parole aux actes et revendiquer haut et fort, jusqu'à l'atteindre, la gratuité scolaire.

## Une lutte unificatrice

Nous croyons que la lutte pour la gratuité scolaire sera une lutte unificatrice, mobilisatrice, à laquelle une forte proportion des militants et militantes sur les campus souhaiteront prendre part. De nos expériences sur les campus avant, pendant et après la dernière grève étudiante, nous pouvons constater que la gratuité scolaire demeure en permanence un sujet qui suscite un vif intérêt et pour lequel plusieurs n'attendent qu'une étincelle pour commencer la lutte.

Cet intérêt soutenu et partagé s'explique par différentes raisons. D'abord, évidemment, il s'agit d'un enjeu qui touche les conditions de vie matérielles de tous les étudiants et toutes les étudiantes. Ensuite, une grande frange de la population, non seulement étudiante, reconnaît les bienfaits d'une éducation gratuite par-delà le simple argument économique, en cela qu'elle incarne une vision de la société plus émancipée, éduquée et généralement plus libre. Ce constat ne date pas d'hier: historiquement, les premières revendications pour une gratuité scolaire complète datent des années 60, à une époque où même les Libéraux supportaient l'idée.

## Critique: le corporatisme étudiant

Une critique qui est parfois formulée par rapport à une campagne centrée sur la gratuité scolaire est celle du prétendu corporatisme étudiant. Selon cette critique, un mouvement étudiant qui ne lutte que pour l'abolition de ses frais de scolarité ne défendrait que son propre intérêt, ou dans le cas de l'ASSÉ, que l'intérêt de ses membres. Nous croyons que cette critique est infondée et réductrice.

Premièrement, au niveau organisationnel, si l'ASSÉ décidait de mener une lutte pour la gratuité scolaire, ce serait pour l'ensemble des étudiants et étudiantes du Québec, y compris ceux et celles qui proviennent de l'international. Évidemment, l'ASSÉ ne revendiquera jamais des avancées sociales si elles ne sont que pour ses membres. Car c'est bien là la définition du corporatisme, qu'il importe parfois de rappeler pour constater qu'on s'en éloigne fondamentalement : « défense exclusive des intérêts particuliers d'une catégorie de personnes » (Larousse).

Deuxièmement, la gratuité scolaire dépasse le simple intérêt personnel pécunier des étudiants et étudiantes. La grève de 2012 a su démontrer que, contrairement à ce que prétendaient les critiques vicieuses des chroniqueurs et chroniqueuses des grands médias, le mouvement étudiant est prêt à lutter pour les générations futures, ainsi que pour une société plus égalitaire et émancipée dans son ensemble. Après tout, les personnes qui luttaient contre la hausse des frais du gouvernement Charest n'en auraient pas nécessairement été les plus affecté-e-s, et par-delà cette simple optique temporelle,

nombreuses étaient celles qui s'opposaient à la vision marchande de la société que la hausse véhiculait, et non seulement son impact sur leur portefeuille. Rappelons aussi que le mouvement de 2012 fut une lutte populaire: nombreuses furent les manifestations où des dizaines de milliers de personnes non étudiantes marchaient à nos côtés pour s'opposer à toutes les implications sociales d'une éducation marchande.

Troisièmement et finalement, il faut reconnaître que nous sommes le seul véhicule social, la seule organisation qui milite activement pour la gratuité scolaire. On peut à cet effet remettre en perspective la critique du corporatisme avec des analogies : accuserait-on le FRAPRU, par exemple, d'être corporatiste en luttant pour les intérêts des locataires? Il est normal qu'un regroupement étudiant milite pour le progrès social en éducation. Qui plus est, si l'ASSÉ n'entame pas cette lutte, tout porte à croire que nous n'obtiendrons jamais la gratuité scolaire. Ne nous attendons pas à ce qu'un parti, même progressiste, nous fasse un quelconque cadeau. L'expérience a montré que les acquis sociaux se gagnent à l'arrachée à la classe politique dominante. Comme titrait la CSN dans son manifeste de 1971, « ne comptons que sur nos propres moyens ».

### Critique: la priorisation des luttes

Une autre critique parfois formulée est celle de la priorisation des luttes, comme quoi notre organisation ne devrait mettre davantage de l'avant des enjeux étudiants plutôt que, par exemple, les luttes des travailleuses et travailleurs, des femmes, des personnes précaires, des personnes racisées, etc. Sans réitérer les arguments de la précédente section, nous croyons qu'il est légitime pour une organisation étudiante d'être le principal porte-voix de revendications en éducation. Cela dit, plusieurs autres facettes de notre mode d'organisation contredisent la prétendue priorisation des luttes.

D'une part, l'ASSÉ opère dans une optique d'intersectionnalité, en reconnaissance que toutes les luttes des classes opprimées sont liées. L'exemple le plus flagrant est l'intégration du féminisme dans toutes les campagnes de l'ASSÉ et dans sa structure même. Que ce soit dans la campagne contre la hausse en 2012, pour la gratuité scolaire en 2013 ou contre l'austérité en 2014, les discours véhiculés incluaient toujours des pans féministes bien ancrés, et nous croyons que de continuer en ce sens est une nécessité dans une éventuelle lutte pour l'obtention de la gratuité scolaire.

D'autre part, l'ASSÉ a démontré à maintes reprises sa capacité d'élargir la lutte à l'ensemble de la société. Que ce soit dans les premières campagnes à sa fondation contre la ZLÉA, ou plus récemment contre les mesures d'austérité, notre organisation a su faire preuve de sa volonté et de sa capacité à collaborer avec les luttes sociales autres qu'étudiantes. Cependant, nous croyons que dans le paysage politique à venir, notamment avec la renégociation des conventions collectives du secteur public en 2015, l'ASSÉ devra jouer un rôle d'appui et de solidarité plutôt que de s'ingérer dans l'orientation de la lutte des travailleurs et des travailleuses. En ce sens, tout comme les mouvements communautaires, syndicaux et féministes ont su nous appuyer par le passé en menant leurs propres luttes, nous croyons qu'il est possible de faire de même à leur égard tout en menant une campagne sur la gratuité scolaire.

Somme toute, nous croyons qu'il est légitime pour l'ASSÉ de mener une lutte pour la gratuité scolaire sans pour autant donner dans le corporatisme ou négliger nos autres principes et revendications. Affirmons-nous comme défenseurs actifs d'une éducation émancipatrice, et ce tout en demeurant solidaire des luttes sociales qui nous sont chères.

## Passer de la défensive à l'offensive

### Chercher les gains plutôt que défendre des acquis

Depuis la fin de la révolution tranquille, les mouvements sociaux ont souvent adopté une posture plus défensive qu'offensive. Après des gains significatifs dans les années soixante, des attaques incessantes de la droite sur nos acquis nous ont contraint de dédier nos efforts à tenter de les préserver. Malheureusement, cette posture nous offre, dans le meilleur des cas, une préservation de nos conditions matérielles, et dans le pire, une détérioration significative.

L'ASSÉ n'échappe pas à ce constat: bien que nos luttes aient souvent porté fruit, elles ont dû se consacrer à l'opposition à des attaques comme le libre-échange, les hausses de frais de scolarité, la privatisation et la marchandisation de l'enseignement, et les mesures d'austérité.

Nous croyons qu'il est temps de renverser la vapeur. Il est absolument impossible d'espérer des nouveaux gains sociaux, comme la gratuité scolaire, à moins de passer à l'offensive pour les atteindre. Comme nous citons en ouverture de ce texte: « Les libertés ne se donnent pas, elles se prennent. ». Et à cet égard, on ne pourra jamais le rappeler à outrance, seule la lutte paie.

### Une rythme de campagne à réajuster

Une campagne offensive est fondamentalement différente d'une campagne défensive. Avec un objectif comme la gratuité scolaire, elle est même particulièrement ambitieuse. En ce sens, il est selon nous primordial de changer notre planification et notre rythme de campagne si l'on souhaite y arriver. Il serait naïf de croire que l'on peut mener pour la première fois une campagne offensive, qui par ailleurs est plus ambitieuse que toutes nos précédentes, sans modifier nos pratiques. Comme disait Einstein, « la folie, c'est se comporter de la même manière et espérer un résultat différent ».

En ce sens, nous proposons de faire cette campagne sur le moyen terme, soit 4 ans, ce qui serait la campagne de plus longue haleine de l'histoire de l'ASSÉ. Sur cet échéancier, nous suggérons d'utiliser la première année comme préparation de tactiques de mobilisation, de recherche et de matériel d'information. Il s'agirait là d'une pratique entièrement nouvelle pour l'ASSÉ, mais qui est selon nous nécessaire à la consolidation d'une campagne plus forte qu'à l'habitude. Plus de détails sur les modalités de notre proposition, sur l'échéancier et sur la préparation sont offerts dans la dernière section de ce texte.

## Critique: la répétition d'une campagne

Certains et certaines noteront que la campagne de l'année 2012-2013 avait déjà comme sujet la gratuité scolaire, et n'a pourtant pas porté fruit. À cet égard, un rappel du contexte et de la visée de cette campagne s'impose.

Cette année était celle qui suivait la grève de 2012, grève qui s'était soldée par l'annulation de la hausse de 85% du Parti Libéral, l'élection du Parti Québécois, l'indexation des frais de scolarité et l'annonce d'un Sommet sur l'enseignement supérieur. L'objectif de la CLASSE, soit le gel des frais de scolarité dans une perspective de gratuité scolaire, n'ayant pas été entièrement atteint, il semblait dès lors essentiel de promouvoir la gratuité scolaire comme alternative émancipatrice à la vision marchande de l'éducation que le PQ véhiculait à travers l'indexation.

N'étant pas encore positionné quant à sa (non-)participation au Sommet, le Congrès a toutefois jugé que peu importe la courroie de transmission, ce contre-discours était primordial. Une escalade des moyens de pression, tout juste après une mobilisation de 8 mois, n'était pas sérieusement envisageable, et c'est pourquoi cette campagne s'est essentiellement concrétisée par une présence publique en marge du sommet et critique du PQ et de la marchandisation.

Soyons clair: loin de nous l'idée d'être réducteurs et réductrices à l'égard de la campagne sur la gratuité scolaire de 2012-2013. Elle fut une réussite dans l'articulation forte d'arguments pour la gratuité pour les campus et pour la population, et elle permit à l'ASSÉ de garder sa pertinence politique au niveau de l'éducation malgré le mépris du parti au pouvoir. En ce sens, on peut affirmer qu'elle a atteint ses objectifs. Nous saluons le travail de l'équipe nationale pendant cette période, tout en croyant qu'il est temps de ramener cette campagne sous les projecteurs, cette fois avec une perspective concrète d'escalade de moyens de pression et ultimement de gain de cause.

## Utiliser la force de notre organisation

Si nous ne croyions pas que l'ASSÉ était forte en termes d'organisation militante, nous ne proposerions pas cette campagne. Or, on constate qu'en 2014, notre organisation a non seulement bénéficié de toute la mobilisation et toute la couverture de la grève de 2012, mais elle a également su consolider ses bases et préserver des pratiques combattives. Nous croyons même que l'ASSÉ approche de ce que l'on pourrait appeler son 'apogée' politique, et que si attende il devait y avoir avant de lancer la campagne sur la gratuité scolaire, afin de s'assurer que l'organisation ait la force de la mener à terme, le moment est désormais arrivé.

Cette section peut revêtir des airs de louanges à nous-mêmes à outrance; là n'est pas l'idée. Nous souhaitons effectivement affirmer que l'ASSÉ est une organisation forte, apte à mener la campagne que l'on propose, car il est nécessaire d'avoir cette certitude avant de l'entreprendre. Cependant, il y a évidemment toujours place à l'autocritique face à nos pratiques, et l'ASSÉ a su en faire preuve par le passé.

## Une organisation solide et grandissante

Avant la grève de 2012, l'ASSÉ comptait environ 35 000 membres. Grâce au succès de la lutte contre la hausse des frais, plusieurs associations qui avaient temporairement rejoint la CLASSE ont choisi de rejoindre de manière permanente l'organisation, ce qui fait qu'on se retrouvait en 2013 avec 70 000 membres. Dans les deux dernières années, loin de s'essouffler ou de perdre sa base mobilisée, l'ASSÉ a grandi jusqu'à accueillir près de 80 000 membres dans une quarantaine d'associations étudiantes à travers la province.

Malgré cette croissance rapide, on observe que les associations membres ont des principes et des pratiques qui concordent avec ceux de l'ASSÉ, notamment en termes de démocratie directe, de syndicalisme de combat et de féminisme. Il est possible d'envisager une légère croissance dans les années à venir, mais nous nous approchons progressivement du nombre de membres 'plafond' de l'ASSÉ, soit les associations ayant des principes et pratiques concordantes avec les nôtres. En effet, l'ASSÉ a toujours refusé de collectionner des membres fantômes qui ne faisaient que payer des cotisations et qui ne s'impliquent pas dans les instances ou dans la mobilisation.

Somme toute, le constat est que notre organisation est en pleine forme, et que nos revendications suscitent l'intérêt d'une grande frange des étudiants et étudiantes du Québec, plus grande que ses fondateurs et fondatrices auraient sûrement pu imaginer. Considérant la taille qu'elle a en ce moment, et celle qu'elle pourrait avoir en élargissant à nouveau ses structures en temps de grève, l'ASSÉ serait largement capable de mener une GGI d'envergure dans les années à venir.

## Des recherches étoffées et des pratiques éprouvées

Si l'ASSÉ souhaitait se lancer dans cette campagne, elle démarrerait sur des fondations solides en termes de recherche et de matériel d'information. Dans les dernières années, notamment lors de la campagne de 2012-2013, l'ASSÉ a su développer un argumentaire étoffé pour la gratuité scolaire et les enjeux qui s'y rattachent. On compte dans nos archives deux mémoires (2007, 2012), une multitude de pamphlets, d'*Acadégamiques*, d'articles de journaux dans l'*Ultimatum*, d'affiches et de tracts, en plus d'un microsite pour argumenter en faveur de la gratuité scolaire. En parallèle, plusieurs groupes comme l'IRIS ou l'AFPC ont aussi produit du matériel de recherche et d'information en défense de la gratuité. L'idée ici n'est pas de dire qu'il n'y aurait pas davantage de travail de recherche ou de vulgarisation à réaliser; cela dit, dans l'ensemble, nous disposons d'une base de connaissances solide que l'on pourra perfectionner dans l'année de préparation suggérée.

De plus, s'il y a bien une chose dans laquelle l'ASSÉ est passée maître depuis sa fondation, c'est bien la mobilisation de masse. Encore aujourd'hui, nous sommes l'une des seules organisations au Canada capable de mobiliser des dizaines de milliers de personnes en l'espace de quelques mois sur un enjeu donné. Cette année, nous avons réussi à être 60 000 étudiants et étudiantes en grève pour un enjeu méconnu au Québec, soit celui de l'austérité. Avec un sujet plus proche du monde de l'éducation, et avec lequel les gens sont plus familiarisé-e-s, tout porte à croire que l'on pourrait arriver à une mobilisation de masse sur une plus longue période. Il y aurait lieu, bien sûr, d'apprendre des expériences de mouvements sociaux d'autres pays ayant tenté une campagne

similaire à celle que l'on propose ici, de s'inspirer de leurs pratiques et de les intégrer aux nôtres. Il s'agit là d'une partie du travail de préparation qui pourrait se faire pendant la première année.

## Un acteur politique et médiatique incontournable

Par-delà son nombre, sa documentation et sa force de mobilisation, qui sont tous des facteurs *internes* qui nous donne confiance en la capacité de l'ASSÉ, il faut également reconnaître que l'ASSÉ est désormais un acteur politique et médiatique incontournable en ce qui concerne l'éducation. En effet, la grève de 2012 a cimenté la pertinence d'une organisation comme la nôtre autant chez les groupes sociaux que dans les médias de masse et indépendants.

D'abord, encore aujourd'hui, lorsqu'une quelconque nouvelle survient dans le domaine de l'éducation, l'ASSÉ est immédiatement appelée à commenter dans les médias. Elle est interpellée pour parler de frais de scolarité, de gratuité scolaire, d'aide financière aux études, et même de sa vision plus globale de l'éducation supérieure. En ce sens, il est indéniable que dans l'éventualité d'une campagne sur la gratuité scolaire, l'ASSÉ profiterait d'une tribune privilégiée dans les médias indépendants et de masse pour partager ses revendications et rejoindre une plus grande part de la population. Nous nous abstenons ici de tenir le débat sur la pertinence ou non de la présence d'une organisation fonctionnant par syndicalisme de combat dans les médias de masse -- nous nous contenterons de dire dans la mesure où ceux-ci furent utilisés dans le passé, l'ASSÉ serait en bonne position pour le faire à nouveau.

Ensuite, l'ASSÉ entretient de bonnes relations externes avec les groupes syndicaux, communautaires, féministes, autochtones et environnementaux, qui pourraient être des alliés potentiels dans une lutte pour la gratuité. L'ASSÉ est un membre actif depuis deux ans déjà de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, qui regroupe 85 groupes sociaux d'horizons divers, et elle a récemment réintégré la Table des partenaires universitaires, qui regroupe plusieurs acteurs du milieu. Qui plus est, en optant pour l'élargissement de la lutte par sa campagne sur l'austérité l'année dernière, elle a réussi à se rapprocher de plusieurs groupes sociaux, dont une dizaine qui ont appuyé la manifestation nationale du 3 avril et marché à ses côtés. Si l'ASSÉ continue à entretenir ces relations externes dans les prochaines années, elle pourra sans doute compter sur l'appui d'une multitude d'alliés dans une campagne pour la gratuité scolaire.

## Critique: les contrecoups d'un possible échec

Avec une campagne aussi importante et ambitieuse, voire potentiellement historique, il est sain de s'inquiéter des contrecoups que pourraient entraîner un échec sur l'organisation et sur l'état de la mobilisation en général. Effectivement, si l'on se remémore la campagne contre le dégel et pour la gratuité en 2007, l'échec avait entraîné une perte de motivation significative sur les campus.

Soyons francs : l'échec d'une telle campagne pourrait avoir des conséquences graves sur le mouvement étudiant; on ne le niera pas. Cependant, nous croyons qu'il ne faut pas laisser cette peur nous paralyser. Tout combat politique, toute lutte sociale implique la possibilité d'un échec. S'il fallait que cela décourage ses initiateurs et initiatrices, nous n'aurions jamais de gains sociaux. Il serait saugrenu, aujourd'hui, de tenter un calcul politique de nos chances de réussite; nous ne sommes pas

devins, et la conjoncture politique aura la chance d'évoluer plus qu'on ne peut l'imaginer dans les quatre prochaines années.

Cela dit, comme l'a explicité cette section du texte, nous croyons que l'ASSÉ est prête à mener une telle lutte, et avoir des chances concrètes de gain de cause. Qui plus est, nous ne croyons pas que d'attendre une, deux, cinq ou dix années de plus augmentera significativement nos chances de réussite : la force de mobilisation dont l'ASSÉ est selon nous proche de son paroxysme. Ainsi, toutes choses considérées, nous croyons qu'il s'agit simplement d'une question de courage politique, et oui, nous avançons que le jeu en vaut la chandelle. Après tout, l'ASSÉ a été fondée avec comme premier principe la gratuité scolaire; il faut savoir reconnaître le jour où ce combat doit être mené, et nous croyons qu'il est arrivé.

## Se donner le temps et les moyens

Si l'on décide de mener une campagne sur la gratuité scolaire, il est selon nous capital de se donner un avantage en termes de préparation. Comme nous l'avons écrit plus haut, cette campagne est plus ambitieuse qu'aucune autre entreprise par l'ASSÉ auparavant, et il serait trop optimiste de croire qu'elle puisse être menée à terme sans même tenter d'améliorer nos pratiques, aussi éprouvées soient-elles.

Nous proposerons ici une division de l'échéancier à moyen terme qui pourrait, à notre avis, être un bon juste milieu entre préparation et escalade des moyens de pression sur le terrain. Rappelons la proposition du début de ce texte:

*Que l'ASSÉ entame une campagne sur 4 ans visant la réduction progressive des frais de scolarité jusqu'à l'atteinte de la gratuité scolaire.*

*Que la première année de cette campagne soit dédiée à la préparation des plans de mobilisation, de la recherche et du matériel d'information, tout en menant une campagne annuelle parallèle. Qu'un comité ad hoc soit formé à cet effet.*

*Que les trois années successives constituent une escalade de moyens de pression visant une grève générale illimitée à terme.*

### Un échéancier réaliste et opportun

Nous croyons qu'une campagne sur la gratuité scolaire devrait débuter pendant l'année scolaire 2014-2015, comprendre une année de préparation et trois années d'escalade de moyens de pression, pour ainsi viser une GGI dans les environs de 2018-2019.

L'une des contraintes de la tentative de grève en 2007 fut la précipitation de la campagne. En effet, devant lutter contre le dégel tout en revendiquant la gratuité scolaire, le mouvement s'est vu imposer un échéancier au-delà de ses capacités de mobilisation. Deux années ne furent pas et ne seront pas

suffisantes pour monter un mouvement de masse et un rapport de force significatif. Avec quatre ans, dont un de préparation, nous croyons que la tâche devient réalisable.

Fait intéressant, dans l'analyse du contexte politique du moment, avec un gouvernement libéral majoritaire pour les quatre prochaines années, la fin de mandat concorderait avec la période proposée de GGI, ce qui met beaucoup plus de pression sur le gouvernement en place que si cette grève arrivait en début de mandat.

D'abord, avec les expériences passées de l'ASSÉ, nous estimons qu'une escalade de moyens de pression vers une GGI doit se faire sur 2 à 3 ans. Nous suggérons cette dernière option par prudence; mieux vaut prendre son temps pour consolider des bases fortes que de sauter trop rapidement à une grève qui risque de s'essouffler. Cette escalade pourrait s'inspirer fortement de celle de 2010 à 2012, et regrouper de la pétition aux actions de perturbation en passant par des manifestations régionales et nationales, des actions symboliques ou même des grèves d'une journée.

### Un comité *ad hoc* de préparation

La nouveauté provient donc dans la proposition d'une année de préparation qui précéderait cette escalade. Pourquoi prendre une telle année? Nous sommes d'avis qu'elle permettra de mettre sur pied une campagne beaucoup plus solide qu'à l'habitude. En effet, l'ASSÉ prépare habituellement sa recherche, ses plans de mobilisation et son matériel d'information dans l'été qui précède le début de l'année scolaire. Bien que fonctionnelle pour une campagne annuelle standard, nous croyons que cette approche ne sera pas ici suffisante pour véhiculer le discours étoffé qu'il faudra utiliser pour convaincre toute une province.

Notre suggestion est donc de créer un comité *ad hoc* d'une durée de vie d'un an, du 1<sup>er</sup> juin 2014 au 1<sup>er</sup> juin 2015, dont la mission serait en trois temps: préparer 1) la recherche, 2) le matériel d'information et 3) des stratégies de mobilisation (en s'inspirant de mouvements sociaux ailleurs dans le monde ayant mené une lutte similaire) pour la campagne. Ce comité serait ouvert à toute personne intéressée, selon les procédures d'élection standard de l'ASSÉ.

Instinctivement, on peut se demander pourquoi créer un comité séparé plutôt que de reléguer ces tâches aux comités de recherche, d'information et de mobilisation. Or, toute personne ayant déjà milité sur ces comités sait qu'il est déjà particulièrement ardu de répondre à la demande pour la campagne annuelle en cours. Il serait donc absurde de les surcharger en ajoutant à leur liste de tâches la préparation d'une deuxième campagne. Cela dit, une fois passée l'année de préparation, ces comités reprendraient en main ces différents aspects de la campagne, pouvant désormais s'y consacrer entièrement.

### Continuer les luttes dans l'immédiat

Parallèlement, on peut se demander pourquoi ne pas simplement n'avoir aucune campagne annuelle en 2014-2015, et consacrer l'année à la préparation de la gratuité scolaire, ou bien pourquoi ne pas commencer dès maintenant et étirer l'escalade sur 4 ans. Réfutons d'ores et déjà la première option, qui laisserait des campus déserts, sous-mobilisés et loin d'être prêts pour entamer une telle campagne en 2016-2017. Quant à la deuxième option, nous croyons tout simplement que quatre ans

d'escalade sont un trop grand étirement de campagne. Nous anticipons que les étudiants et étudiantes s'impatieraient de maintenir perpétuellement un discours théorique et de mener des actions isolées dans l'attente très éloignée d'une réelle offensive.

C'est pourquoi, dans l'année qui approche, nous proposons de mener une campagne annuelle traditionnelle, d'une durée d'un an, avec son propre discours, son propre argumentaire et sa propre escalade. Plusieurs propositions se font déjà entendre à travers les branches, sur lesquelles nous ne nous pencherons pas davantage: une campagne sur les services sociaux (qui sera d'ailleurs suggérée dans un texte de réflexion du Conseil exécutif), plus de support aux associations locales, une campagne entièrement féministe, un retour aux enjeux d'éducation, etc. Il peut être intéressant de continuer dans la lignée contre l'austérité initiée cette année, tout comme il pourrait être bénéfique de se rapprocher de l'éducation pour tenter une année de transition. Peu importe l'enjeu social sur lequel le congrès choisira de sensibiliser, l'important sera de consolider, de mobiliser et de radicaliser progressivement les campus.

## Se doter des ressources matérielles

Une éventuelle campagne sur la gratuité scolaire sera particulièrement demandante au niveau financier pour notre organisation. Pendant la grève de 2012, nous avons réussi à survivre en grande partie grâce au grand nombre de dons effectués par des organisations et des individu-e-s. Il est selon nous peu prudent de se 'fier' aux dons pour assurer la continuité d'une grève de longue haleine.

En ce sens, il faudrait commencer à envisager la création d'un fonds de grève à l'ASSÉ. Cette pratique est adoptée par de nombreuses organisations syndicales à travers le monde et nous permettrait d'économiser en vue de ce grand effort financier anticipé. Il est possible qu'un tel fonds requière une hausse des cotisations des membres, mais pas nécessairement, considérant la récente augmentation du nombre de membres. Il reviendra au Congrès d'examiner les bénéfices et les inconvénients d'un tel fonds sur les finances de l'organisation.

## Conclusion

Nous avons exposé dans ce texte les raisons pour lesquelles nous croyons qu'il est temps pour l'ASSÉ de passer à l'offensive avec une campagne pour la gratuité scolaire, et nos propositions de stratégies pour améliorer ses chances de réussite. Nous espérons vous avoir convaincu de la pertinence d'un tel mouvement social dans les prochaines années, et demeurons ouverts et ouvertes à toute question, critique, ou débat sur le sujet.

*Et rien n'est tel que le rêve pour engendrer l'avenir.  
Utopie aujourd'hui, chair et os demain.*

— Victor Hugo

**Rédaction:** Lazlo Bonin

**Révision et appuis:** Nadia Lafrenière, Benjamin  
Gingras, Delphine Labrecque-Synnott, Justin Arcand,  
Carolane Sauvé Tétreault, Virginie Mikaëlian

*Remerciements particuliers à tous ceux et toutes celles  
qui ont pris le temps de débattre, de proposer, de  
critiquer et ainsi de forger cette idée de campagne.*